

La mobilisation des connaissances en temps de crise

Le mot « *crise* » évoque le chaos. Qu'elle soit économique, sociale, politique, environnementale, sanitaire ou multidimensionnelle, une crise se traduit par une situation d'urgence et suscite des réponses immédiates dans un climat de perturbations et d'incertitudes. Pourtant, la notion de crise signifie *prendre une décision*¹ : « c'est le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui permet le diagnostic »². Pensée comme telle, la crise représente un point de rupture et permet un temps de pause, lors duquel la société se met en mouvement. Les partenaires du milieu de la recherche, des milieux de pratique et les citoyens se réunissent pour mobiliser les connaissances existantes, générer de nouveaux apprentissages, imaginer d'autres manières de faire et coconstruire, ensemble, des solutions pour faire face aux différents types de crises.



¹ Du grec ancien *Krisis*. Antidote 9, v.54 [Logiciel], Montréal, Druide informatique, 2021.

² Edgar Morin, 1976, p. 149

→ Paradoxes

La jonction entre temps de crise et mobilisation des connaissances soulève deux paradoxes, qui en eux-mêmes sont indépendants de l'évolution de la crise.

1 La mobilisation des connaissances ne peut se faire efficacement dans l'urgence. La mobilisation des connaissances et la recherche de solutions sont des processus qui s'inscrivent dans la durée et qui sont peu contrôlables dans le temps. Lors du webinaire « Oser la coconstruction des savoirs collectifs : Regards croisés Québec-Liban » organisé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), les 25 et 26 février 2021, les participants ont souligné que dans l'urgence, il est difficile de prendre le temps de mobiliser des connaissances de manière efficace – l'établissement de liens humains ne peut être précipité –, et de considérer tous les facteurs importants dans la mise en place d'une solution adaptée. Une crise nécessite cependant une réponse qui prenne en compte les facteurs contextuels du terrain. Ainsi, la réponse adaptée émergera souvent trop tard, au moment où la crise est passée ou, à tout le moins, alors que la situation s'est détériorée. On se retrouve alors dans une situation d'analyse de la crise, et non plus dans l'apport d'une réponse effective à la crise. On ne peut que limiter les dégâts et gérer la crise, sans réellement la contrôler. Comment faire face à ce paradoxe entre la mobilisation effective des connaissances et le besoin de réponse immédiate en temps de crise? Comment réduire le fossé entre ceux qui analysent et pensent la crise, et ceux qui la vivent sur le terrain?

2 La première réponse humaine à la crise est la survie de ses propres intérêts, mais elle peut aussi comprendre la protection d'autrui.

Le processus de mobilisation de connaissances est complexe et les interactions entre les différents acteurs sont un enjeu. En temps de crise, cela est exacerbé. Le premier réflexe est de répondre à la dynamique de son groupe interne avant d'établir des liens avec les autres sphères de la société. La collaboration passe souvent au second plan. Pourtant, c'est bien dès le début d'une crise que les échanges de ressources et l'entraide sont nécessaires entre toutes les sphères de la société, notamment pour accélérer le processus de mobilisation des connaissances.

Comment contrer l'instinct de survie communautaire pour amener plus de collaboration immédiate dans nos sociétés?

Regards croisés Liban-Québec

Au Liban, les crises s'accumulent depuis maintenant des décennies. Aucune solution durable n'émerge. La communauté universitaire et scientifique est souvent marginalisée par la classe dirigeante qui détient tout le pouvoir décisionnel. À la différence de ce qu'on peut observer au Québec, la mobilisation des connaissances est plus ou moins valorisée, alors que les milieux universitaires s'investissent beaucoup pour apporter des solutions locales et durables. La crise du Port de Beyrouth, tout comme la crise sanitaire et la crise économique, a appelé les différentes communautés de pratiques et scientifiques à travailler ensemble, mais dans un contexte d'instabilité politique très fort. Le manque de confiance entre les décideurs et la société civile creuse le fossé entre les différentes sphères de la société et ne permet pas la coconstruction efficace des savoirs. Il devient aussi plus difficile de trouver du soutien financier et de faire reconnaître l'importance du processus de mobilisation des connaissances si les décideurs politiques ne lui accordent aucune importance et ne souhaitent pas collaborer avec les milieux de la recherche.

Adopter un regard croisé entre la situation libanaise et le contexte québécois nous permet de mieux comprendre les enjeux et les déterminants de la mobilisation des connaissances en temps de crise. La situation libanaise met en lumière l'importance du rôle des gouvernements pour faire avancer un processus de coconstruction des savoirs. Elle souligne également le paradoxe entre le besoin de réponses urgentes et la longueur du processus de mobilisation des connaissances tel qu'il se pratique actuellement : les crises s'accumulent et le sentiment de vulnérabilité face à l'urgence, lui, s'agrandit.

Références

Morin, Edgar [1976]. « Pour une crisologie », *Communications*, vol. 25, no. 1, p. 149-163.

Cette fiche s'inscrit dans le cadre des travaux réalisés au sein du projet *Diagnostic de l'expertise québécoise dans le domaine de la mobilisation des connaissances* qui rend compte du chemin accompli en matière de mobilisation des connaissances de 2010-2020 au Québec. Fruit d'un travail conjoint entre l'Université de l'Ontario français (UOF), l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), Humanovis et TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire), il est financé par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC).